

## Projet de construction de 2 bâtiments à usage Commercial et Services

Rue du Champs des Noyers  
50860 VARENNES VAUZELLES



### MAITRE D'OUVRAGE

SAS REDEIM

Hall Z 3° étage 78 rue Frédéric

Passy

51420 BEZANNES

**CCAP**  
*Marché privé*



### MAITRE D'OEUVRE

ARCADE RÉALISATIONS

325 rue de Sauxmarais Tourlaville

50100 Cherbourg

Tél : 0233205793

Dossier	21-052
Date	23/01/2025
Phase	DCE
Indice	1

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1. DESCRIPTION DU PROJET ET DES PARTIES .....	4
1.2. REPRESENTATION DES PARTIES .....	4
<b>2. PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
2.1. PIÈCES FOURNIES DANS LE DOSSIER MARCHÉ .....	5
2.2. PIÈCES NON FOURNIES DANS LE DOSSIER MARCHÉ .....	5
<b>3. PRIX.....</b>	<b>5</b>
3.1. NATURE DU PRIX .....	5
3.2. CONTENU DU PRIX.....	5
3.3. HONORAIRES A LA CHARGE DES ENTREPRENEURS .....	6
3.4. PHÉNOMÈNES NATURELS .....	6
<b>4. RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
4.1. REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE .....	6
4.2. RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBÉRATION DE LA CAUTION .....	7
<b>5. PAIEMENTS.....</b>	<b>7</b>
5.1. AVANCE DE DÉMARRAGE .....	7
5.2. TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES .....	7
5.3. RÈGLEMENT DES ACOMPTES ET SITUATIONS DE TRAVAUX.....	7
5.4. DÉCOMPTÉ DÉFINITIF ET SOLDE .....	7
5.5. INTÉRÊTS MORATOIRES.....	7
<b>6. DÉLAIS .....</b>	<b>8</b>
6.1. CALENDRIER GÉNÉRAL DES TRAVAUX .....	8
6.2. FRACTIONNEMENT DE L'EXECUTION .....	8
6.3. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXECUTION POUR INTEMPÉRIES.....	8
6.4. AJOURNEMENTS .....	9
6.5. CAS DE FORCE MAJEURE.....	9
6.6. RETARDS NON JUSTIFIÉS.....	9
<b>7. PRIMES POUR AVANCE – PENALITÉS POUR RETARD .....</b>	<b>9</b>
7.1. PRIMES POUR AVANCE.....	9
7.2. PENALITÉS DE RETARD .....	10
7.3. PENALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER.....	10
7.4. PENALITÉS POUR RETARD DANS LA TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE .....	10
7.5. PENALITÉS POUR RETARD DANS LA LÈVEE DES RÉSERVES .....	10
7.6. PENALITÉS POUR RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX .....	10
7.7. PENALITÉS POUR MANQUEMENT À LA SÉCURITÉ.....	10
7.8. RETENUES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXECUTION .....	11
<b>8. PRÉPARATION, ORGANISATION ET COORDINATION DE CHANTIER.....</b>	<b>11</b>
8.1. TERRAIN ET PLAN DE MASSE.....	11
8.2. RECONNAISSANCE DES SOLS .....	11
8.3. COTES DES PLANS .....	12
8.4. ORDRE DE SERVICE .....	12
8.5. ÉTUDES PRÉPARATOIRES .....	12
8.6. PÉRIODE DE PRÉPARATION .....	12
8.7. CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
8.8. DIRECTION DE CHANTIER – RÔLE DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	13
8.9. RÉUNION DE CHANTIER.....	13
8.10. COMPTES-RENDUS DE CHANTIER .....	13

## ARCADE REALISATIONS

8.11.	INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	14
8.12.	POLICE DE CHANTIER .....	14
8.13.	SECURITE .....	14
8.14.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	15
<b>9.</b>	<b>EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>16</b>
9.1.	EXECUTION DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS DE CHANTIER .....	16
9.1.	PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL .....	16
9.2.	CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX .....	16
9.1.	SOUS-TRAITANCE .....	17
9.2.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	17
9.3.	DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION .....	17
9.1.	PLANS APRES EXECUTION .....	18
<b>10.</b>	<b>COMPTE PRORATA.....</b>	<b>18</b>
<b>11.</b>	<b>RECEPTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>19</b>
11.1.	RECEPTION AVEC RESERVES .....	19
11.2.	RECEPTION PARTIELLE .....	19
11.3.	DOCUMENTS A REMETTRE AVANT LA RECEPTION .....	19
<b>12.</b>	<b>GARANTIES .....</b>	<b>20</b>
12.1.	PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT .....	20
<b>13.</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>20</b>
13.1.	RESPONSABILITE CIVILE EN COURS ET APRES TRAVAUX .....	21
13.2.	RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE.....	21
13.3.	POLICE UNIQUE DE CHANTIER.....	21
13.4.	ASSURANCES DOMMAGES-OUVRAGES .....	22
13.5.	ASSURANCES TOUS RISQUES CHANTIER .....	22
13.6.	ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE .....	22
13.7.	INCIDENCE DES POLICES SOUSCRITES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE .....	23
13.8.	SINISTRES .....	23
<b>14.</b>	<b>RESILIATION.....</b>	<b>23</b>
14.1.	RESILIATION A L'INITIATIVE DU MAITRE D'OUVRAGE .....	23
14.2.	RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE .....	23
14.1.	REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION .....	24
14.2.	REMPLACEMENT DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT EN COURS D'EXECUTION .....	25
14.3.	EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	25
14.4.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....	25

## ARCADE REALISATIONS

## **1. OBJET DU MARCHE**

### **1.1. Description du projet et des parties**

Le présent C.C.A.P. a pour objet de définir les clauses administratives particulières en vue de la passation des marchés privés nécessaires pour la construction de 2 bâtiments à usage Commercial et Services à passer entre :

**SAS REDEIM –Hall Z 3<sup>ème</sup> étage, 78 rue Frédéric Passy 51430 BEZANNES**  
**Représenté par Monsieur LONGERON Nicolas**  
*Désigné ci-après le Maître d'Ouvrage*

Assisté de :

**ARCADE Réalisations – 325 rue de Sauxmarais – Tourlaville 50110 Cherbourg en Cotentin**  
**Représenté par Monsieur Frédérik MAUGER**

*Désigné ci-après le Maître d'Œuvre*

d'une part,

Et les entreprises, entreprises groupées ou entreprises générales, choisies par le Maître d'Ouvrage.

*Désigné ci-après : l'entrepreneur ou les entreprises.*

d'autre part.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes. L'ensemble des cahiers des clauses, des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, et autres documents rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Les travaux sont répartis en 14 lots distincts, à savoir :

- Lot 1 : TERRASSEMENT - VRD - DEMOLITION
- Lot 2 : GROS OEUVRE
- Lot 3 : DALLAGE
- Lot 4 : CHARPENTE METALLIQUE
- Lot 5 : FLOCAGE
- Lot 6 : COUVERTURE - ETANCHEITE
- Lot 7 : VEGETALISATION EN TOITURE
- Lot 8 : BARDAGE
- Lot 9 : MENUISERIES EXTERIEURES ACIER - SERRURERIE
- Lot 10 : MENUISERIES ALUMINIUM
- Lot 11 : PEINTURE
- Lot 12 : ELECTRICITE - ECLAIRAGE PUBLIC
- Lot 13 : PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
- Lot 14 : ESPACES VERTS

Le présent C.C.A.P. s'applique à tous les lots et se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés : NF P 03.001 de décembre 2000, pour tout ce qui n'est pas défini d'une autre manière dans le présent document. Ce document, diffusé par AFNOR (92- PARIS LA DEFENSE), est réputé connu de l'entreprise et ne sera pas fourni ni par le Maître d'Œuvre, ni par le Maître d'Ouvrage.

### **1.2. Représentation des parties**

Dès la notification du marché, le titulaire et le Maître d'Ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au Maître d'Ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du marché sont seules habilitées à les engager.

## **ARCADE REALISATIONS**

325 rue de Sauxmarais - Tourlaville 50110 Cherbourg en Cotentin - Tél : 02-33-20-57-93 - Email : peggy.mauger@arcade-realizations.fr  
Construction pour l'agroalimentaire, le stockage, le transport, l'industrie et le commerce

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le Maître d'Ouvrage en cours d'exécution du marché.

## **2. PIECES CONTRACTUELLES**

### **2.1. Pièces fournies dans le dossier marché**

En complément de l'article 4.2 de la NF P03-001, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Le marché d'entreprise au prix global et forfaitaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots.
- Le Plan Général de Coordination (P.G.C),
- Le planning général du projet et / ou le planning d'exécution détaillé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) comprenant une partie commune à tous les lots et une propre à chacun d'eux, et ses annexes éventuelles,
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre financière du titulaire,
- L'ensemble des plans, façades, coupes et détails,
- L'offre technique du titulaire.

### **2.2. Pièces non fournies dans le dossier marché**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S./D.T.U.)
- Norme NF P 03.001 de décembre 2000

Ces documents sont réputés connus de l'entreprise et ne seront pas fournis ni par le Maître d'Œuvre, ni par le Maître d'Ouvrage.

## **3. PRIX**

### **3.1. Nature du prix**

Le marché est passé à prix global et forfaitaire, suivant décomposition du DPGF fourni. Cela signifie que :

- le devis d'entreprise est une pièce contractuelle uniquement pour les seuls prix unitaires.
- l'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une erreur ou d'une omission qui pourrait porter sur les quantités figurant dans son document afin de réclamer une modification de son prix global ou d'un quelconque autre prix.

**Les prix sont fermes et non révisables.**

Les prix du marché sont hors TVA.

### **3.2. Contenu du prix**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le Maître d'Ouvrage dans le dossier de consultation et / ou visibles sur le terrain.

Le titulaire du marché est tenu d'exécuter les travaux objets du marché pour le prix convenu, dans le respect des dispositions techniques et des règles de l'art, sans pouvoir exiger de rémunération complémentaire pour cause d'omission ou de doute sur la limite des travaux.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au(x) titulaire(x) sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier, ou bien une provision pour les dépenses imputées au compte prorata (suivant indications au CCTP).

Le prix devra tenir compte des points suivants :

- Les sujétions résultant des mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (mesures connues à la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre d'une négociation, à la date limite de

## **ARCADE REALISATIONS**

réception des offres finales) et, s'il y a lieu, les sujétions résultant des mesures complémentaires prises par les autorités de police administratives locales (mesures connues à la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre d'un négociation, à la date limite de réception des offres finales) ainsi que toutes les sujétions complémentaires et adaptées prises expressément pour le chantier, afin de limiter la propagation de covid-19 et de protéger la santé des travailleurs sur le chantier ;

- Les sujétions relatives aux mesures de prévention complémentaires et adaptées, à mettre en œuvre pendant la crise sanitaire covid-19, figurantes dans le PGC et le PPSPS.

Les prix identifiés pour mettre en œuvre les mesures sanitaires visant à la protection des salariés contre la covid-19 s'appliqueront tant que durera l'épidémie. Lorsqu'il sera décidé par les autorités nationales compétentes de la fin de l'application des mesures sanitaires, ces prix cesseront d'être appliqués.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

L'entrepreneur reconnaît formellement que les prix figurant au présent marché, qu'il s'agisse des prix forfaitaires globaux, des prix unitaires des bordereaux, de rabais consentis sur les prix de la série Centrale des Architectes pour le règlement des travaux en plus ou en moins tiennent compte :

- de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché, (y compris les impôts, taxes et redevances de toute nature existant à la date de signature de la soumission),
- de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux notamment des circonstances locales, de la situation géographique du chantier (frais de transport du personnel, du matériel et des matériaux, indemnités de déplacement et de panier, surveillance du chantier, etc...),
- du bénéfice des entreprises.

Il en va de même des travaux supplémentaires, quel que soit le mode de fixation du prix correspondant.

### 3.3. Honoraires à la charge des entrepreneurs

Les études de béton armé, chauffage, électricité, charpente, sanitaire, isolation thermique et phonique, ainsi que toutes autre jugée nécessaire par le Maître d'Ouvrage peuvent être confiées à des techniciens.

Le dossier de consultation comportera un état détaillé de ces différentes interventions en spécifiant les entreprises auxquelles incombe la charge financière correspondante.

Faute de précision au dossier de consultation, l'entrepreneur ne se trouvera nullement engagé vis-à-vis de quelque technicien que ce soit.

### 3.4. Phénomènes naturels

Les phénomènes naturels ne seront en aucun cas considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à indemnisation par le Maître d'Ouvrage.

## **4. RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie sera décomptée sur chaque état de situation présenté par l'entrepreneur.

Le montant de cette retenue ne pourra dépasser 5% (cinq pour cent) du montant du marché indiqué dans la soumission augmentée des avenants éventuels, **la taxe à la valeur ajoutée étant incluse**. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux.

### 4.1. Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire

L'entrepreneur pourra remplacer cette retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire de même montant, selon les dispositions réglementaires en vigueur.

L'original de la caution est adressé et conservé par le Maître d'Ouvrage, une copie étant remis au Maître d'Œuvre pour information.

## **ARCADE REALISATIONS**

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette caution personnelle et solidaire doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

#### 4.2. Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, soit au terme de l'année de parfait achèvement, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

Dans ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

La caution bancaire devra être, dans tous les cas, valable pendant un délai d'un an à compter de la date de réception des travaux.

### **5. PAIEMENTS**

#### 5.1. Avance de démarrage

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage, ni d'acompte à la commande, sauf dispositions contractuelles particulières.

#### 5.2. Travaux supplémentaires

Les travaux supplémentaires éventuels seront réglés de la façon suivante :

- s'ils concordent avec des ouvrages portés sur le devis quantitatif et estimatif, les prix unitaires applicables aux travaux supplémentaires ne pourront être supérieurs au prix figurant sur ce devis.
- à défaut d'assimilation, soit sur la base de prix nouveaux à déterminer avant l'exécution des travaux à partir des mêmes bases que celles indiquées au devis estimatif, soit sur la base des prix de la série de la Société Centrale des Architectes (édition en vigueur à la date des travaux correspondants) affectés d'une part des coefficients applicables au mois précédent la date de la signature de la soumission par l'entrepreneur, et, d'autre part, des rabais dans la soumission.

#### 5.3. Règlement des acomptes et situations de travaux

**L'entrepreneur devra faire parvenir à Arcade Réalisations, par courrier postal ses situations de travaux, en 2 exemplaires, au plus tard pour le 25 de chaque mois,** et sera payé par le Maître d'Ouvrage à 30 jours fin de mois ou 45 jours, sauf dispositions contractuelles particulières.

Le non-respect de la date de dépôt de ces documents près du Maître d'Œuvre entraînera le report de vérification et par conséquent de mise en paiement des situations de travaux présentées par l'entreprise sans que cette dernière puisse prétendre à une quelconque réclamation et/ou demande de dommages et intérêts.

L'entreprise doit présenter ses situations de travaux sous forme cumulative (soit en % d'avancement) à défaut de bordereau(x) de prix communiqué(s) lors de l'appel d'offres.

#### 5.4. Décompte définitif et solde

Les décomptes définitifs et soldes seront réglés suivant la norme des marchés privés NFP 03.001 en date de décembre 2000, (articles 19 et 20), une fois l'achèvement de l'ouvrage.

#### 5.5. Intérêts moratoires

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées au marché.

Le défaut de paiement des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Conformément à l'art. 20.8 de la NF P03-001, le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement sera le taux légal de l'année de notification du marché augmenté de 7 points.

### **ARCADE REALISATIONS**

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

## 6. DELAIS

Début des travaux : Mars 2025

Durée des travaux : 8 mois

La date de référence des prix est Février 2025

### 6.1. Calendrier général des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le Maître d'Œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du délai global d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux.

### 6.2. Fractionnement de l'exécution

La mise en service anticipée de certains ouvrages qui constitue une sujétion résultant de l'exploitation d'un service public et qui donne lieu à réception partielle, n'implique aucune décomposition du projet en tranches successives ; les travaux donneront lieu par conséquent à une situation récapitulative après leur total achèvement.

### 6.3. Prolongation des délais d'exécution pour intempéries

Le titulaire du marché ou le mandataire en cas de groupement est tenu de signaler au Maître d'Œuvre, par lettre recommandée avec accusé réception ou par récépissé, dans un délai de cinq jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'Œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies. A l'appui, l'entrepreneur concerné fournira les copies des déclarations d'arrêt de chantier faites à la Caisse des Intempéries pour le chantier objet du présent marché, ainsi que les relevés « météo France » associés.

Les arrêts de travail ne seront pris en compte que dans la mesure où les travaux sont réalisés pendant la période contractuelle prévue ci-dessus et dans le cas où les travaux seraient effectivement arrêtés pour le corps d'état considéré.

Il est précisé que seuls les jours ouvrés peuvent être pris en compte, et que ceux-ci, en cas de durée longue d'intempéries sont pris uniformément pour 21 jours par mois.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le Maître d'Œuvre) d'un nombre de demi-journée égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
PLUIE	3mm/h	2h minimum	Relevé Météo France de la station la plus proche
VENT	17m/s		
GEL	0°C		
NEIGE	Impraticabilité		

## ARCADE REALISATIONS



#### 6.4. Ajournements

La décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul Maître d'Ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d'ajournement :

- Les arrêts prononcés par la Maîtrise d'Ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande,
- Les arrêts formalisés en cours de période de suspension en ce qui concerne la période antérieure à la date de la décision,
- Les arrêts visant juste à mettre en œuvre une disposition prise au niveau national ou local par les autorités compétentes, en dehors de la Maîtrise d'Ouvrage elle-même, notamment une interdiction d'exercer son activité.

Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par l'Etat :

- Les coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
- Les coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
- Les coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
- Si le marché ne prévoit pas de clause de révision de prix, les coûts liés aux variations économiques durant l'interruption, justifiant l'actualisation du ou des prix.
- Les frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- La non-couverture des frais généraux.
- En cas de résiliation du marché uniquement : le manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le marché avait été entièrement exécuté).

#### 6.5. Cas de force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

L'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure. Et exclue ainsi notamment la prise en charge de :

- Frais de garde ;
- Manque à gagner ;
- Pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.

#### 6.6. Retards non justifiés

La réfection d'ouvrages due à des malfaçons ne pourra donner lieu à aucun allongement des délais d'exécution.

Les entrepreneurs ne pourront pas invoquer, pour excuse ou retard de leurs travaux, celui de leurs sous-traitants.

### **7. PRIMES POUR AVANCE – PENALITES POUR RETARD**

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'Ouvrage.

#### 7.1. Primes pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

### **ARCADE REALISATIONS**

Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

#### 7.2. Pénalités de retard

Si les travaux ne sont pas terminés dans le délai contractuel prévu, l'entrepreneur subira à titre de pénalité applicable "ipso facto" sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une retenue sur les sommes qui lui sont dues ; le montant de cette pénalité est fixé à **1/ 1000** du montant du marché par jour calendaire de retard avec un minimum de 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard.

Des pénalités pourront également être imposées à l'entrepreneur, avec l'accord du Maître d'Œuvre, dans le cas de livraisons défectueuses, de mauvaises exécutions de travaux et généralement dans tous les cas où l'entrepreneur ne remplirait pas d'une manière satisfaisante les obligations mises à sa charge par le contrat.

Le montant des pénalités est plafonné à 5% du montant global des travaux exécutés.

Les pénalités de retard seront appliquées systématiquement, sans qu'il soit nécessaire d'en aviser autrement l'entrepreneur, à tous retards partiels en cours d'exécution, sur la situation de la période où a été constaté le retard.

Au cas où l'entrepreneur ne rattraperait pas lui-même son retard, mais où celui-ci serait comblé par un autre entrepreneur, avec pour conséquence la bonne fin des travaux à la date prévue, les sommes retenues à l'entrepreneur retardataire seraient versées à l'entrepreneur ayant rattrapé ce retard.

Seul le Maître d'Œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage peut déterminer les retards tels que définis ci-dessus.

### **CES SANCTIONS NE SONT PAS LIMITATIVES**

En cas de retard croissant, le Maître d'Ouvrage pourra mettre fin immédiatement au marché. Il a seulement à régler, sous déduction des pénalités précitées, les travaux effectués à l'époque de l'envoi de la lettre recommandée signifiant la rupture du marché.

#### 7.3. Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence au rendez-vous de chantier dépassant une demi-heure, une pénalité de **100 €** HT sera appliquée à l'entreprise concernée.

#### 7.4. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance, le Maître d'Ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à **500 euros hors taxes** par jour de retard.

#### 7.5. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Tout retard dans l'exécution des travaux de reprise des éventuelles malfaçons signalées en réserves à la réception, le délai imparti étant précisé dans le présent CCAP, fera l'objet de l'application de pénalités de retard d'un montant de **1 300 euros hors taxe** par jour calendaire de retard.

#### 7.6. Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de **1 300 euros hors taxes** par jour de retard.

#### 7.7. Pénalités pour manquement à la sécurité

Le Maître d'Ouvrage peut en concertation avec le Coordonnateur SPS arrêter tout ou partie du chantier pour manquement grave à la sécurité.

Le retard occasionné par l'arrêt du chantier peut faire l'objet d'applications de pénalités de retard par le Maître d'Ouvrage, imputées à l'entreprise fautive suivant le barème ci-dessus.

### **ARCADE REALISATIONS**

Des pénalités ponctuelles pour manquements aux proscriptions de sécurité peuvent être appliquées par le Maître d'Ouvrage, en concertation avec le Coordonnateur, aux entreprises fautives selon le barème suivant :

- Infraction constatée pour non-respect des observations / notifications du Coordonnateur S.P.S. : 500 € HT/infraction
- Infraction constatée pour non-respect de l'envoi des documents demandés par le Coordonnateur S.P.S. : 500 € HT/infraction
- Infraction ou manquement à l'hygiène et à la sécurité relevé par le Maître d'Ouvrage : 500 € HT/infraction

#### 7.8. Retenues pour non remise des documents à fournir après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 5% du montant du marché exprimé en euros hors taxes, plafonnée à 25 000 euros hors taxes.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur jusqu'à la remise de la totalité des documents complets et conformes. Toutefois et s'il y a lieu, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le Maître d'Ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 1 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, ou ne sont pas complets et conformes, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

### **8. PREPARATION, ORGANISATION ET COORDINATION DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE assurera l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleures conditions et les meilleurs délais.

Dès l'ouverture du chantier, elle fera poser un panneau de dimensions suffisantes pour indiquer les nom et adresse du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des entreprises, la nature de l'opération, la date de commencement des travaux à la date présumée de leur achèvement, ainsi que le numéro du permis de construire (panneau de chantier réglementaire).

Avant le commencement des travaux et selon les prescriptions du devis descriptif, elle aménagera sur le terrain un bureau pour les représentants du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage. Ce bureau sera muni du téléphone et chauffé.

Elle assurera également le transport à pied d'œuvre des matériaux et de l'outillage nécessaire, quelles que soient les difficultés ou la longueur de ce transport.

Les tracés d'implantation comportent l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

Il sera établi, au démarrage des travaux, un constat contradictoire de l'état des voies et réseaux existants sur les terrains (qu'il s'agisse de V.R.D préexistants, ou de ceux créés dans le cadre de l'opération en cause).

#### 8.1. Terrain et plan de masse

L'entrepreneur reconnaît par la signature de sa soumission qu'il a une parfaite connaissance du terrain sur lequel les constructions en cause doivent être élevées, et de tous les éléments locaux en relation avec l'exécution des travaux, et qu'il a eu connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation de ces constructions.

#### 8.2. Reconnaissance des sols

L'entrepreneur devra procéder sous sa responsabilité à la reconnaissance des sols sur lesquels doivent être exécutés les travaux objet du présent marché, et vérifier l'exactitude des renseignements réputés purement indicatifs, qui pourraient figurer dans le dossier de consultation qui lui a été remis.

Les frais qu'il engagera à cette occasion sont censés être explicitement compris dans le prix global de règlement des travaux.

### **ARCADE REALISATIONS**

### 8.3. Cotes des plans

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes et s'assurer de leur concordance dans les différents plans avant tout commencement d'exécution.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans sauf pour les dessins à grandeur d'exécution.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cotes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre qui feront eux-mêmes les mises au point ou rectifications nécessaires.

Les entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux, ou pour les autres corps d'état, l'oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les dimensions intérieures des locaux ne pourront en aucun cas être diminuées sauf accord exprès du Maître d'Œuvre

### 8.4. Ordre de service

Les ordres de service seront préparés, datés et signés par le Maître d'Œuvre puis transmis au Maître d'Ouvrage pour notification au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le Maître d'Ouvrage lui seront opposables.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient doivent, pour être opposables au Maître d'Ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Un marché ou un avenant peuvent valoir d'ordre de service.

### 8.5. Etudes préparatoires

L'entrepreneur établira ou fera établir, s'il y a lieu, par les entreprises spécialisées, tous dessins d'exécution, calepins, épures, tracés, détails, ainsi que toutes notes de calcul, notes explicatives et notes justificatives nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents seront soumis au Maître d'Œuvre, en triple exemplaire, au fur et à mesure des besoins, et, sauf dérogation expresse, au moins vingt jours avant la mise en chantier, afin que le Maître d'Œuvre puisse les contrôler et rectifier s'il y a lieu avant de les approuver.

Tous les documents, plans, notes visées au présent article sont soumis au bureau de contrôle éventuel avant d'être renvoyés par le Maître d'Œuvre aux entrepreneurs.

Les notes de calcul seront établies conformément aux règles à définir avec le Maître d'Ouvrage.

Si l'entrepreneur omet de soumettre au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui, pourront entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais.

Il sera également responsable dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

### 8.6. Période de préparation

Par dérogation à l'article 10.1.1.2 de la NF P03-001, il est fixé une période de préparation de 1 mois. Sauf à ce que la notification vaille ordre de démarrage des prestations, un ordre de service (ou marché ou avenant) précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

### 8.7. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire(s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le Maître d'Ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

## **ARCADE REALISATIONS**

#### 8.8. Direction de chantier – Rôle du Maître d'Œuvre

Le Maître d'Œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage est chargé de la coordination des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage, cela comprend l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux. Il a seul qualité pour interpréter les plans et devis.

Les entrepreneurs sont tenus de se conformer strictement aux ordres du Maître d'Œuvre ou de son représentant qualifié.

Les parties et le Maître d'Œuvre s'interdisent toute communication qui ne serait pas confirmée par écrit. Tous les travaux faits en dehors qui ne sont pas manifestement compris dans le contrat ne seront ni reconnus ni payés par le Maître d'Ouvrage, à moins d'avoir fait l'objet d'une commande ou d'un aval écrit de sa part.

Les rapports entre le Maître d'Œuvre ou ses représentants d'une part, les entrepreneurs d'autre part, sont établis par les pièces suivantes qui feront foi en cas de contestation, notamment dans le cas où les ordres du Maître d'Œuvre auraient pour objet des travaux et dépenses supplémentaires, des changements dans le type ou la nature des matériaux à employer, des modifications des projets adoptés :

- 1 - Les ordres de service (marchés ou avenants) établis et expédiés par le Maître d'Œuvre après visa du représentant ou, à défaut, pour les détails d'exécution, les précisions données par le Maître d'Œuvre au cours des rendez-vous de chantier et consignes écrites répertoriées dans les rapports hebdomadaires,
  - 2 - Les plans, coupes et élévations fournis par le Maître d'Œuvre
- La diffusion de ces documents se fera par mail.

- 3 - Le devis descriptif et les différentes pièces du marché y compris la soumission.

L'entrepreneur doit provoquer en temps utile les ordres de service (marché ou avenant) et instructions écrites ou figurées qui pourraient lui faire défaut ou qui lui seraient réclamées par les entreprises spécialisées. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra invoquer l'absence d'ordres ou de renseignements pour justifier des retards ou une exécution non conforme à la volonté du Maître d'Œuvre.

**Toute modification au projet doit faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Œuvre et l'entrepreneur ne peut, lui-même, modifier quoi que ce soit au projet initial du marché sans cet aval.**

#### 8.9. Réunion de chantier

Les dates et horaires de réunions de chantier seront arrêtés d'un commun accord entre le Maître d'Œuvre et les entreprises. Seules les entreprises dont la présence est indispensable seront convoquées. Les convocations étant inscrites sur le dernier compte rendu de chantier, les entrepreneurs devront obligatoirement y assister ou se faire représenter par une personne engageant la responsabilité de l'entreprise et disposant des pouvoirs et des connaissances nécessaires pour prendre, à défaut de l'entrepreneur, toutes dispositions utiles et donner à son personnel toutes instructions nécessaires.

L'absence d'un entrepreneur à une réunion de chantier ou son remplacement par une personne insuffisamment qualifiée, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

Il sera appliqué une pénalité par absence conformément aux dispositions prévues à l'article 8. Celle-ci sera déduite du règlement des situations par le Maître d'Ouvrage et fera l'objet d'un avoir sur facture.

Les réunions de chantier auront lieu en principe toutes les semaines. Toutefois il est possible que pour certaines phases de la construction, où la coordination le nécessite, plusieurs réunions soient programmées dans la semaine ou que les réunions soient plus espacées dans le temps.

#### 8.10. Comptes-rendus de chantier

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu qui mentionnera la date de la réunion, les noms des entrepreneurs ou représentants qualifiés de l'entreprise présente, l'état d'avancement des travaux, le rappel des décisions prises au cours des réunions, par nature d'ouvrage ou par entreprise. Ces comptes rendus seront diffusés mail (à charge pour l'entreprise de s'assurer de leur complète réception). A cette fin, **l'entreprise devra obligatoirement disposer d'une adresse mail** qu'elle communiquera au Maître d'Œuvre avant l'ouverture du chantier.

Dès la première réunion de travail après la signature des entreprises, le Maître d'Œuvre ouvrira un carnet de compte rendu de chantier.

### **ARCADE REALISATIONS**

Les prescriptions contenues dans les comptes rendus de chantier, quelle que soit la forme de ces derniers, auront la valeur d'ordre de service.

Si l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un compte rendu ou d'un ordre de service débordent des obligations du marché dont il est titulaire, il devra sous peine de forclusion, présenter ses observations écrites et motivées dans un délai de 6 jours ouvrables à dater du jour d'émission du compte rendu ou de l'ordre de service. Faute de quoi, ces prescriptions seront exécutoires.

#### **8.11. Installations de chantier**

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Maître d'Œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre aura la charge d'installer la base-vie chantier conformément au CCTP.

L'entrepreneur devra se procurer à ses frais les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales, aucun emplacement ne sera mis à sa disposition.

#### **8.12. Police de chantier**

L'entrepreneur du lot Gros-Œuvre assurera, dans le cadre de la gestion du compte prorata, sous sa responsabilité, la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois, décrets, règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément au Cahier des Charges Générales et aux usages des professions du bâtiment de telle sorte que le Maître d'Ouvrage ne soit jamais inquiété ni poursuivi à ce sujet, ces indications étant d'ailleurs purement indicatives et non limitatives.

L'entrepreneur du lot Gros-Œuvre devra notamment afficher, aux endroits bien en vue, des avis interdisant de pénétrer sur le chantier et rappelant le danger de stationner aux abords.

Il est responsable de la conduite des ouvriers et agents sur le chantier et ses abords.

Le chantier devra être rendu en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

#### **8.13. Sécurité**

Les dispositions ayant trait à la sécurité et la protection des travailleurs sur les chantiers sont applicables depuis le 1 janvier 1996 et sont issues de la loi n°14.18 du 31 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n°92.57 du 24 juin 1992.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

##### Dispositions spécifiques en période de covid-19 :

Le titulaire (ou, en cas de cotraitance, chaque membre du groupement) s'engage au respect de toute la réglementation générale ou locale (lois, décrets, arrêtés...) prise par les autorités compétentes pour faire face à l'épidémie de covid-19 et afin d'en limiter la propagation et de protéger la santé des travailleurs sur le chantier.

Le titulaire (ou, en cas de cotraitance, chaque membre du groupement) s'engage à répercuter les présentes modalités particulières à chacun de ses sous-traitants.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des conditions sanitaires définies spécifiquement par la Maîtrise d'Ouvrage, le référent covid-19 et le CSPS en vue de la protection des salariés à l'égard du covid-19.

## **ARCADE REALISATIONS**

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le Plan de sécurité et de santé

Les entreprises adjudicataires devront respecter toutes les consignes d'hygiène et de sécurité arrêtée par le coordinateur SPS dans le cadre du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Dans ce cadre, l'entrepreneur doit la rédaction du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) destiné au Coordonnateur pour analyse avant intervention sur le site.

Il devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché. En cas d'entreprise intervenant seule le Plan particulier est transmis au Maître d'Ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

Une inspection commune entre l'Entreprise et le Coordinateur aura lieu avant la rédaction du PPSPS. Lors de cette inspection, l'entreprise devra fournir, pour chacune des personnes intervenant sur le chantier :

- La copie de la carte BTP
- La copie de la pièce d'identité
- La copie de la déclaration d'URSAF
- La copie de carte de séjour, si besoin.

Des réunions préparatoires avec le Coordinateur Sécurité, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage auront également lieu dès le démarrage du chantier. Les représentants des entreprises adjudicataires devront obligatoirement assister à ces réunions et respecter les décisions retenues et ce, durant toute la durée des travaux.

Le PGC / le PPSPS comportent et font ressortir, de manière séparée (via un chapitre distinct ou un additif), les mesures de prévention complémentaires et adaptées, qui seront mises en œuvre pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, afin d'en limiter la propagation et de protéger la santé des travailleurs sur le chantier.

**8.14. Protection de l'environnement**

Les cahiers des clauses techniques définissent les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Le titulaire précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

**ARCADE REALISATIONS**

## **9. EXECUTION DES TRAVAUX**

### **9.1. Exécution des travaux – Prescriptions de chantier**

Si le Maître d'Œuvre ou le bureau de contrôle formulent des observations, l'entrepreneur devra présenter obligatoirement de nouveaux documents tenant compte de ces dernières dans le cadre de la préparation du chantier. Les frais qui pourraient résulter de modifications de plans, de documents et éventuellement d'études supplémentaires, sont à la charge de l'entreprise et ne pourront pas être imputées au Maître d'Ouvrage.

L'approbation de la Maîtrise d'Œuvre ne constitue pas une approbation du contenu technique de ces documents, dont l'entrepreneur et éventuellement les ingénieurs spécialisés et le bureau de contrôle conservent chacun la responsabilité pour ce qui les concerne. Les calculs et les plans d'exécution établis par l'entrepreneur devront être clairs, précis et complets.

Si l'entrepreneur exécute des travaux non conformes au projet, le Maître d'Œuvre pourra, soit l'obliger à reprendre sans indemnités les ouvrages selon les dispositions originelles du projet, soit admettre les travaux réalisés avec une indemnité financière de compensation et sans qu'il soit tenu compte de plus-value au règlement si ces travaux ont entraîné pour l'entreprise un supplément de dépense.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance des devis descriptifs des autres entreprises dont il pourra toujours avoir connaissance et sera censé connaître les limites de sa fourniture par rapport aux autres corps d'état. En cas de litige concernant ces limites, les entrepreneurs déclarent s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'Œuvre.

Tout entrepreneur devra posséder sur le chantier et tenir en permanence à la disposition du Maître d'Œuvre, les divers cahiers constituant les documents contractuels du marché et en particulier, le présent CCAP, le PGC, PPSPS ainsi que les séries complètes de plans, détails d'exécution, pièces écrites tenus à jour en permanence.

### **9.1. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail**

Il est précisé que le Maître d'Œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Les études d'exécution seront réalisées par les entreprises. Ces études seront soumises au Maître d'Œuvre et au contrôleur technique, s'il y a lieu, pour visa préalablement à la réalisation des travaux.

Les délais devront tenir compte d'un temps d'approbation de 2 semaines.

Ces documents seront fournis en un exemplaire sur support en permettant la reproduction, et sous forme électronique.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les formats suivants : \*.pdf, \*.dwg, \*.word, \*.xls, \*.jpg.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

### **9.2. Contrôle technique des travaux**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions précisées par le titre II de la loi du 04/01/1978.

Le Maître d'Ouvrage a retenu (honoraires à sa charge directe) un bureau de contrôle : l'entreprise sélectionnée vous sera transmise à la passation des marchés.

En conséquence, l'entreprise devra, dans le cadre de son marché, pour l'exécution de ses travaux, tenir compte des observations et instructions données par le dit bureau de contrôle et fournir tous documents nécessaires et utiles à l'exercice de sa mission. En outre, l'entreprise devra, en fin de travaux lui remettre, pour observations, les procès-verbaux des essais et vérifications de fonctionnement des installations techniques (COPREC).

L'entrepreneur, chargé des plans d'exécution des ouvrages, devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du Maître d'Œuvre, avant tout commencement d'exécution.

## **ARCADE REALISATIONS**



### 9.1. Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 4.4 de la NF P03-001.

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance conformément à la réglementation en vigueur.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue : le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché de l'entrepreneur

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les attestations d'assurance en responsabilité civile et décennale du sous-traitant valable à la date d'ouverture du chantier

- les conditions de paiements prévues par le projet de sous-traitance (application de la loi n°75/1334 du 31/12/1975 - titre II - "paiement direct").

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du Maître d'Ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 11.9.2 ci-dessous, résiliation du marché.

***Chaque sous-traitant une fois agréé devra effectuer une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS et adresser à celui-ci son PPSPS sous 48heures pour analyse et observation, avant exécution des travaux.***

### 9.2. Lutte contre le travail dissimulé

Chaque entreprise s'engage à respecter dans le cadre de l'exécution de son marché les dispositions du code du travail et notamment celles prévues dans la huitième partie (contrôle de l'application de la législation du travail) et dans le livre II (lutte contre le travail illégal).

A cet effet, l'entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvrage lors de la conclusion du contrat les trois documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au RCS ou Répertoire des métiers ou un document professionnel mentionnant la dénomination sociale, l'adresse et le numéro d'immatriculation professionnel,
- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an émanant de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations ou un avis d'imposition afférent à la taxe professionnelle
- en cas d'emploi de salariés, une attestation sur l'honneur établie par le chef d'entreprise certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du travail.

Le titulaire devra remettre au Maître d'Ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 15 jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

### 9.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du Maître d'Ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

## **ARCADE REALISATIONS**

**9.1. Plans après exécution**

L'entrepreneur sera tenu de remettre au Maître d'Ouvrage, 1 exemplaire papier des dessins des ouvrages conformes à l'exécution établis, selon les échelles et indications qui lui seront fournies par le Maître d'Œuvre, ainsi qu'une copie de ces plans sur CD-ROM, ou clé USB (3 exemplaires), au format DXF, DWG (AUTOCAD 2013 maxi)

L'envoi de ces dessins devra être effectué au fur et à mesure de l'exécution et après contrôle du Maître d'Œuvre.

L'ensemble de ces plans devra en tout état de cause être fourni dans le délai maximum de 1 mois après l'achèvement des travaux : leur réception conditionnera le règlement des sommes pouvant rester dues aux entrepreneurs.

Les plans de récolement devront systématiquement être répertoriés sur un bordereau type reprenant les informations suivantes, à savoir :

<b><u>N° AFFAIRE :</u></b>	<b><u>NOM de l'AFFAIRE :</u></b>
<b><u>NOM ENTREPRISE :</u></b>	<b><u>LOT :</u></b>

**PLANS DE RECOLEMENT**

N° plan	Référence	Echelle	Date

**10. COMPTE PRORATA**

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les cahiers des clauses techniques et CCAP et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra à l'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre de constituer

**ARCADE REALISATIONS**

325 rue de Sauxmarais - Tourlaville 50110 Cherbourg en Cotentin - Tél : 02-33-20-57-93 - Email : [peggy.mauger@arcade-realizations.fr](mailto:peggy.mauger@arcade-realizations.fr)  
Construction pour l'agroalimentaire, le stockage, le transport, l'industrie et le commerce

et de gérer dans les conditions qu'elle déterminera, sans que le Maître d'Ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG, elle devra obligatoirement adresser au Maître d'Œuvre, en cours de chantier ainsi que dans un délai de 45 jours suivant la date de la réception, une attestation déclarant, pour chaque entreprise concernée, que telle entreprise est en règle quant à ses obligations au titre du compte-prorata ou indiquant la somme qui lui resterait encore redevable à ce titre.**

A défaut de quitus donné dans ce délai, soit au plus tard 45 jours suivant la date de la réception, ces sommes ne pourront être déduites du ou des montants à verser à l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage en cas de non-paiement, (comme précisé à l'article 14 de la norme des marchés privés NFP 03.001 en date de décembre 2000).

On rappelle pour mémoire que chaque entreprise s'engage à régler ponctuellement, sur avis motivé et à l'initiative du gestionnaire, la provision correspondante à sa participation au titre du compte-prorata.

## **11. RECEPTION DES OUVRAGES**

La réception, acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserve les ouvrages exécutés, sera effectuée par le Maître d'Ouvrage assisté du Maître d'Œuvre, suivant procédure établie par le chapitre 17 de la norme des marchés privés NFP 03.001 en date de décembre 2000.

Dans le cas de marchés par lots séparés, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

Sauf disposition figurant dans les cahiers des clauses techniques, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

### **11.1. Réception avec réserves**

Le délai de reprise des malfaçons signalées en réserves à la réception est de 20 jours, à compter de la notification du procès-verbal de réception.

En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles.

### **11.2. Réception partielle**

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le Maître d'Ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

### **11.3. Documents à remettre avant la réception**

L'entrepreneur sera tenu de remettre au Maître d'Ouvrage, préalablement à la réception :

## **ARCADE REALISATIONS**

- le Décompte Général Définitif sur lequel sera également mentionné les travaux supplémentaires
- le Dossier des Ouvrages Exécutés (en 3 exemplaires informatiques (formats .pdf, .dwg, .xls) et 1 exemplaire papier, en langue française) comprenant :
  - Des schémas et diagrammes des installations
  - Des notes de calculs
  - Des plans généraux et de détails et les plans de récolement des ouvrages conformes à l'exécution et établis par le titulaire, ainsi qu'une copie de ces plans sur disquette 3 ½ ou CDROM format DXF ou DWG (AUTOCAD 2013 maxi)
  - Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages / matériels / matériaux, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
  - La liste des matériels et des produits « réellement » mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques accompagnées de plans permettant leur repérage à l'intérieur du bâtiment ;
  - Les constats d'évacuation des déchets
  - Les avis techniques et ATEX éventuels
  - Les conditions de garantie des fabricants des équipements
  - Les procès-verbaux de classement au feu des matériaux et matériels utilisés
  - Les procès-verbaux d'essais (acoustique, garde-corps, etc.), attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC ;

Les CCTP peut également indiquer d'autres documents à remettre dans le DOE.

- Une retenue de 5 % du montant du marché sera appliquée sur chaque situation mensuelle, jusqu'à la fourniture des plans DOE et documents finaux, à remettre le jour de la réception des travaux en un exemplaire au Maître d'Ouvrage et à la levée des réserves, constatée par le Maître d'Œuvre, après réception de l'attestation sur l'honneur de l'entreprise certifiant de la reprise des ouvrages concernés. Cette retenue sera libérée dans le délai contractuel du présent marché, sur présentation du décompte définitif faisant ressortir la somme restante due, après réception des documents suscités par le Maître d'œuvre.

- le Dossier des Interventions Ultérieures à l'Ouvrage conformément aux demandes du coordinateur SPS (en 3 exemplaires)

La non fourniture des documents prévus entraîne une réserve à la réception par le Maître de l'Ouvrage.

Tout paiement prévu à la réception est différé si l'entrepreneur ne satisfait pas à l'une de ces quelconques obligations.

## **12. GARANTIES**

### **12.1. Période de garantie de parfait achèvement**

Cette période est fixée à un an à compter de la réception des travaux.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du Maître d'Ouvrage.

## **13. ASSURANCES**

L'entreprise devra être titulaire d'une police de Responsabilité Civile et Décennale destinée à couvrir les responsabilités pouvant lui incomber sur le fondement des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil.

L'entreprise devra joindre à sa soumission l'attestation Responsabilité Civile et Décennale correspondante valable à la date d'ouverture du chantier.

Au cas où l'entreprise ferait appel de la sous-traitance, elle devra vérifier que son sous-traitant est lui-même couvert par des polices d'assurances pour les risques qui lui sont propres.

Aucun règlement et aucun remboursement de cautionnement ne sera effectué au profit d'une entreprise qui ne pourrait justifier qu'elle est en règle en matière d'assurance.

## **ARCADE REALISATIONS**

### 13.1. Responsabilité civile en cours et après travaux

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au Maître d'Ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux ou après la réalisation des travaux, objet du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

### 13.2. Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement :

- Mentionner les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
  - o Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaire.
  - o Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le Maître d'Ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour :

- la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

### 13.3. Police unique de chantier

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage souscrirait une police unique de chantier, l'entreprise devra joindre à sa soumission l'attestation Responsabilité Civile Décennale complétée par le taux et le coût HT et TTC de sa garantie Responsabilité Civile Décennale.

De plus, notification en sera faite à l'entreprise titulaire du marché, laquelle s'engage à :

- déduire de son marché le coût de son assurance Responsabilité Civile Décennale,
- donner mandat irrévocable au Maître d'Ouvrage pour l'adhésion à cette police.

## ARCADE REALISATIONS

L'assurance responsabilité civile reste dans tous les cas de figure obligatoirement à la charge de l'entreprise. Cette police d'assurance ne peut être souscrite qu'avant la Date Réglementaire d'Ouverture de Chantier (DROC).

#### 13.4. Assurances dommages-ouvrages

En application de la loi 78.12 du 04/01/1978 (article L 242.1 du Code des Assurances), le Maître d'Ouvrage souscrira une police DOMMAGES-OUVRAGES.

Les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance et, le cas échéant, remettront des attestations d'assurance spécifiques (faisant état du nom du Maître d'Ouvrage, de la localisation de la construction ainsi que de l'abandon de la règle proportionnelle pour un montant de 6 000 000€) valables à la date d'ouverture du chantier.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le Maître d'Ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

Cependant, toute surprime exigée par les assureurs du fait d'un entrepreneur qui n'aurait pas satisfait aux exigences précitées, sera mise à la charge de ce dernier, et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre de son marché.

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle de réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792.4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ces assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrages constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

#### 13.5. Assurances tous risques chantier

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage souscrirait une police tous risques chantier au bénéfice de l'ensemble des intervenants à savoir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants intervenant sur le chantier, le coût de cette police sera réparti entre les intervenants par imputation du taux de la police sur le montant HT du marché.

Cette police couvre par principe, notamment pendant la période antérieure à la réception, les principaux risques suivants : *incendie et explosions ; dégâts des eaux ; catastrophes naturelles ; effondrements...*

En cas de sinistre, l'entreprise accepte par avance les conclusions de l'expert désigné par la compagnie d'assurance à cette occasion et donne mandat irrévocable au Maître d'Ouvrage pour que la part éventuelle de la franchise qui lui serait imputable au titre de sa part de responsabilité soit déduite du paiement des sommes dues au titre de son marché.

Cette police d'assurance ne peut être souscrite qu'avant la Date Réglementaire d'Ouverture de Chantier (DROC).

Une franchise par sinistre sera appliquée. En cas de sinistre :

- Si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors ladite franchise sur l'entreprise ou le mandataire (en cas de groupement d'entreprises) titulaire du marché responsable du sinistre ou à défaut de responsabilité établie, elle sera imputée sur chacune des entreprises au prorata du montant de leur marché et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui leurs seront dues au titre de leur marché.
- Si le Maître d'Ouvrage accepte que les entreprises soient directement indemnisées par l'assureur, la franchise sera à la charge de la ou (des) entreprise(s) bénéficiaire(s) de l'indemnisation.

#### 13.6. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

## ARCADE REALISATIONS

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations demandées ci-dessus, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

#### **13.7. Incidence des polices souscrites par le Maître d'Ouvrage**

La souscription par le Maître d'Ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire ou par les cotraitants en cas de groupement et s'il y a lieu leurs sous-traitants découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement renonce à exercer tous recours contre le Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire, et s'il y a lieu des cotraitants en cas de groupement, est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants

#### **13.8. Sinistres**

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

### **14. RESILIATION**

#### **14.1. Résiliation à l'initiative du Maître d'Ouvrage**

Dans le cas où le maître de l'ouvrage résilierait le marché dans les conditions prévues à l'article 1794 du Code Civil, l'indemnité à verser à l'entrepreneur sera calculée conformément aux dispositions de cet article.

#### **14.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire au sens de l'article 1229 al 4 du code civil dans les cas suivants :

1. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
2. Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci en use pour satisfaire un objet autre que son marché, ou ne remet pas en état, ne remplace pas ou ne rembourse pas la valeur résiduelle à la date de disparition ou du sinistre d'un moyen mis à disposition qui a été endommagé, détruit ou perdu ou ne restitue pas les moyens mis à disposition au terme de l'exécution ou au terme fixé par le marché ;
3. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
4. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur sur le lieu d'exécution des prestations prévues par le marché ;
5. Le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;
6. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance
7. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance ;
8. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
9. Le titulaire n'a pas communiqué sans délai au maître d'ouvrage les modifications de nature à compromettre la bonne exécution du marché (modifications survenues au cours de l'exécution du marché se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle

### **ARCADE REALISATIONS**

- il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché ;
10. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
  11. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
  12. L'utilisation des résultats par le maître d'ouvrage est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
  13. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
  14. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux 7, 10, 13 et 14 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Maître d'Ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

- la résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.
- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 1224 à 1230 du code civil avec les précisions suivantes :
  - o le Maître d'Ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire

La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, la notification du décompte de résiliation par le Maître d'Ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau contrat passé pour l'achèvement des prestations.

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles aux articles R.2143-6 et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

#### **14.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au Maître d'Ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

### **ARCADE REALISATIONS**



- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître d'Ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le Maître d'Ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité :
  - o soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
  - o de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

#### 14.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

#### 14.3. Evolution de la réglementation

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le Maître d'Ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16 e du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage prendra en charge à hauteur de 90 % les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

#### 14.4. Règlement des différends et des litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

### ARCADE REALISATIONS

---

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent.

**ARCADE REALISATIONS**

325 rue de Sauxmarais - Tourlaville 50110 Cherbourg en Cotentin - Tél : 02-33-20-57-93 - Email : [peggy.mauger@arcade-realizations.fr](mailto:peggy.mauger@arcade-realizations.fr)  
Construction pour l'agroalimentaire, le stockage, le transport, l'industrie et le commerce